

Arrêt

n° 310 637 du 31 juillet 2024
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître A. VAN DER MAELEN
Guilleminlaan 35/1
9500 GERAARDSBERGEN

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 21 décembre 2022 par X, qui déclare être de nationalité indéfinie, contre la décision de la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée « la Commissaire adjointe »), prise le 22 novembre 2022.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2024 convoquant les parties à l'audience du 22 février 2024.

Entendu, en son rapport, F. VAN ROOTEN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me E. DHONDT *loco* Me A. VAN DER MAELEN, avocat, et L. DJONGAKODI-YOTO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision intitulée « demande irrecevable (protection internationale dans un autre Etat membre UE »), prise par la Commissaire adjointe, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

D'après vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité palestinienne. Vous êtes né le [X] 1997 dans le camp de Al Wihdat en Jordanie.

Le 17 décembre 2017, vous quittez la Palestine en raison de l'insécurité permanente qui règne dans la bande de Gaza. Vous arrivez en bus en Egypte le 18 décembre 2017. Le même jour, vous prenez un avion pour vous rendre en Turquie. Le 19 mars 2018, vous vous rendez illégalement en bateau pour la Grèce sur l'île de Kos où votre demande de protection internationale est enregistrée par les autorités grecques. Sur l'île, vous travaillez plusieurs semaines comme saisonnier agricole.

Vers le mois de mai 2018, vous tentez de vous rendre sur le continent pour rejoindre Athènes mais vous êtes appréhendé par la police grecque et frappé lors de votre appréhension. Vous parvenez finalement à vous rendre dans la capitale grecque à la même époque.

Le 28 septembre 2018, les autorités grecques vous reconnaissent le statut de réfugié et vous délivrent un permis de séjour valable du 28 septembre 2018 au 27 septembre 2021. Vous n'êtes toutefois pas informé de ces décisions.

Le 16 novembre 2018, vous quittez la Grèce illégalement avec l'aide d'un passeur qui vous délivre des documents d'identité allemands. Vous traversez l'Italie, la Suisse et l'Allemagne en bus et vous arrivez finalement en Belgique le 18 novembre 2018. Vous décidez d'introduire une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers le 19 novembre 2018. A l'appui de votre demande, vous déposez des photos de vos documents d'identité palestiniens, un certificat de décès de votre père et la preuve que votre mère vous a donné la garde de vos frères et sœurs.

Le 21 octobre 2010, le Commissariat général vous a notifié une décision d'irrecevabilité de votre demande car vous bénéficiez d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Cette décision a été confirmée par le Conseil du contentieux des étrangers dans son arrêt n°254471 du 12 mai 2021 rejetant votre requête.

Le 27 mai 2021, sans avoir quitté la Belgique, vous introduisez une **deuxième demande de protection internationale**. A l'appui de celle-ci, vous invoquez le fait que vous ne pouvez pas retourner en Grèce car vous craignez d'être tué par la mafia grecque qui vous a agressé lorsque vous étiez sur place. Vous ne déposez aucun document dans le cadre de votre deuxième demande de protection internationale.

Le 2 juillet 2021, le Commissariat général vous notifie l'irrecevabilité de votre demande ultérieure.

Le 31 mars 2022, le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) annule cette décision dans son arrêt n° 270817 et renvoie l'affaire au Commissariat général afin de procéder à un nouvel examen de votre situation personnelle en Grèce.

Le 26 juillet 2022, vous êtes à nouveau entendu par le Commissariat général afin de répondre aux demandes d'instructions complémentaires du CCE. Vous déposez les documents suivants le jour-même : votre carte UNRWA, divers documents médicaux relatifs à l'état de santé de votre petit frère déposés auparavant dans le cadre d'une note complémentaire ; une procuration de votre mère attestant que vous êtes le tuteur légal de vos frères et sœurs déjà déposée le 28 juin 2019.

B. Motivation

Pour ce qui concerne l'évaluation qu'il convient d'effectuer en application de l'article 48/9 de la Loi sur les étrangers, relevons tout d'abord qu'à l'occasion de votre première demande de protection internationale, le Commissariat général n'avait constaté, dans votre chef, aucun besoin procédural spécial qui aurait justifié certaines mesures de soutien spécifiques.

Or, sur la base de l'ensemble des informations qui figurent actuellement dans votre dossier administratif, l'on ne peut que constater qu'aucun nouvel élément ne se présente, ou n'a été présenté par vous, qui remettrait en cause cette évaluation. En effet, les documents médicaux déposés à l'appui de votre demande concernent l'état de santé de votre petit frère et non le vôtre. Vous n'indiquez par ailleurs aucun besoin procédural spécial nécessaire (voir formulaire d'évaluation OE du 27/05/21).

Par conséquent, l'évaluation qui avait été faite reste pleinement valable et il peut être raisonnablement considéré, dans le cadre de la procédure actuelle, que vos droits sont respectés et que vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Compte tenu de ce qui précède, le Commissariat général estime que votre demande de protection internationale peut être traitée et examinée en application de l'article 57/6/4, alinéa 1er de la Loi sur les étrangers.

Après examen de tous les éléments contenus dans votre dossier administratif, votre demande de protection internationale est déclarée irrecevable, conformément à l'article 57/6, § 3, alinéa premier, 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

Des éléments à disposition du CGRA dans votre dossier administratif [document « Eurodac search result » ajouté au dossier administratif première demande, NEP du 1er octobre 2020, p.9], il ressort que vous bénéficiez déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne, à savoir la Grèce. Vous ne contestez pas cette constatation.

Dans le cadre du Régime d'asile européen commun (RAEC), il y a lieu de croire que le traitement qui vous a été réservé et vos droits y sont conformes aux exigences de la convention de Genève, à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (CEDH). En effet, le droit de l'Union européenne repose sur le principe fondamental selon lequel chaque État membre partage avec les autres États membres une série de valeurs communes sur lesquelles s'appuie l'Union et que chaque État membre reconnaît que les autres États membres partagent ces valeurs avec lui. Cette prémisse implique et justifie l'existence de la confiance mutuelle entre les États membres quant à la reconnaissance de ces valeurs et, donc, dans le respect du droit de l'Union qui les met en œuvre, ainsi que dans la capacité des ordres juridiques nationaux respectifs à fournir une protection équivalente et effective des droits fondamentaux reconnus par la Charte ((voir : Cour de justice (Grande chambre) 19 mars 2019, nos C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, ECLI:EU:C:2019:219, Ibrahim e.a., paragraphes 83-85 et Cour de justice (Grande chambre) 19 mars 2019, n° C 163/17, ECLI:EU:C:2019:218, Jawo, paragraphes 80-82)). Il en découle qu'en principe, les demandes de personnes qui jouissent déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'EU peuvent être déclarées irrecevables. Il s'agit là d'une expression du principe de confiance mutuelle.

La constatation selon laquelle il peut exister des différences entre les États membres de l'UE quant à l'étendue des droits accordés au bénéficiaire de la protection internationale et à l'exercice qu'il peut en faire, n'empêche pas qu'il ait accès, notamment, au logement (social), à l'aide sociale, aux soins de santé ou à l'emploi aux mêmes conditions que pour les ressortissants de l'État membre qui a accordé la protection et que, dès lors, il doive entreprendre les mêmes démarches qu'eux pour y avoir recours. Lors de l'examen de la situation du bénéficiaire, ce sont donc les conditions de vie des ressortissants de cet État qui servent de critère, non les conditions dans d'autres États membres de l'Union européenne. Il est également tenu compte de la réalité selon laquelle les difficultés socioéconomiques de ces ressortissants peuvent aussi être très problématiques et complexes.

Sinon, il s'agirait de comparer les systèmes socioéconomiques nationaux, les moyens de subsistance et la réglementation nationale, dans le cadre desquels le bénéficiaire de la protection internationale pourrait bénéficier d'un meilleur régime que les ressortissants de l'État membre qui lui a offert une protection. Cela ne remettrait pas seulement en question la pérennité du RAEC, mais contribue également aux flux migratoires irréguliers et secondaires, ainsi qu'à la discrimination par rapport aux ressortissants de l'EU.

La Cour de justice de l'Union européenne a également estimé que seules des circonstances exceptionnelles empêchent que la demande d'une personne qui jouit déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'UE soit déclarée irrecevable, à savoir lorsque l'on peut prévoir que les conditions de vie du bénéficiaire de la protection internationale dans un autre État membre l'exposent à un risque sérieux de traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 4 de la Charte – qui correspond à l'article 3 de la CEDH. La Cour ajoute que, lors de l'évaluation de tous les éléments de l'affaire, un « seuil particulièrement élevé de gravité » doit être atteint. Or, ce n'est le cas que si « l'indifférence des autorités d'un État membre aurait pour conséquence qu'une personne entièrement dépendante de l'aide publique se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que, notamment, ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale, ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine » (Ibid., Ibrahim e.a., paragraphes 88-90 et Jawo, paragraphes 90-92).

Selon la Cour de justice, les situations qui n'impliquent pas de « dénuement matériel extrême » ne sont pas de nature à atteindre le seuil particulièrement élevé de gravité, même si elles se caractérisent : par une grande incertitude ou une forte détérioration des conditions de vie; par la circonstance que les bénéficiaires d'une protection subsidiaire ne reçoivent, dans l'État membre qui a accordé une telle protection au demandeur, aucune prestation de subsistance, ou sont destinataires d'une telle prestation dans une mesure nettement moindre que dans d'autres États membres, sans être toutefois traités différemment des ressortissants de cet État membre; par le seul fait que la protection sociale et/ou les conditions de vie sont plus favorables dans l'État membre auprès duquel la nouvelle demande de protection internationale a été introduite que dans l'État membre ayant déjà accordé la protection subsidiaire; par la circonstance que les formes de solidarité familiale auxquelles ont recours les ressortissants d'un État membre pour faire face aux insuffisances du système social dudit État membre font généralement défaut pour les bénéficiaires d'une protection internationale; par une vulnérabilité particulière qui concerne spécifiquement le bénéficiaire; ou par

l'existence de carences dans la mise en œuvre de programmes d'intégration des bénéficiaires (Ibid., Ibrahim e.a., paragraphes 91-94 et Jawo, paragraphes 93-97).

D'une analyse approfondie des éléments que vous avez présentés à l'appui de votre demande de protection internationale, dans le cadre de laquelle il vous incombe de renverser, en ce qui vous concerne personnellement, la présomption selon laquelle vos droits fondamentaux en tant que bénéficiaire d'une protection internationale sont respectés dans l'État membre de l'UE qui vous a accordé cette protection, il ressort que vous n'invoquez pas assez d'éléments concrets pour que votre demande soit jugée recevable.

En effet, s'il ressort des éléments de votre dossier administratif qu'en tant que demandeur d'une protection internationale en Grèce – soit avant qu'une protection internationale vous y ait été accordée – vous avez été confronté à un fait grave, à savoir le fait d'avoir été appréhendé avec violence par la police grecque alors que vous tentiez de quitter l'île de Kos ainsi qu'une altercation avec la mafia lors de laquelle vous avez reçu un coup de couteau et pour lequel vous n'avez pas osé obtenir des soins médicaux à l'hôpital, il convient d'observer que cela ne s'est produit qu'à une seule reprise, dans un endroit, à une période, dans un contexte bien déterminé (NEP, octobre 2020, pp.9-10 ; NEP2, 26 juillet 2022, p.8). Toutefois, cette référence ne suffit pas à renverser la présomption relative au respect de vos droits fondamentaux et à l'existence d'une protection effective. Il n'y a pas non plus d'indication que de tels faits sont appelés à se reproduire ni que vous ne pourriez pas vous adresser aux autorités de cet autre Etat membre en cas de retour. Dès lors, cette seule situation n'est pas représentative en vue de la qualification et de l'évaluation de votre condition de bénéficiaire d'une protection internationale, statut auquel différents droits et avantages sont liés, conformément au droit de l'Union.

En outre, soulignons que vous ne déposez pas d'élément de preuve convaincant concernant les événements qui, selon vos dires, vous ont affecté, ni concernant d'éventuelles initiatives sérieuses que vous auriez prises par la suite pour vous prévaloir de la protection des autorités de cet autre Etat membre. Ce constat ne manque pas de susciter de sérieuses réserves quant à la véracité ou, à tout le moins, à la gravité des faits que vous invoquez.

Ensuite, il ressort des éléments de votre dossier administratif qu'en tant que bénéficiaire d'une protection internationale en Grèce, vous avez été confronté à des conditions de vie relativement précaires et difficiles au plan de l'emploi en ne trouvant pas d'emploi et en ne parlant pas la langue grecque (NEP2, 26/07/2022, pp8-9.), du logement en étant contraint de vivre dans une maison partagée avec d'autres personnes, des difficultés d'accès à l'éducation en raison des frais à payer (NEP2, 26/07/2022, pp.8-9).

Cependant, il convient tout d'abord d'observer que l'on ne peut conclure pour ce motif que l'indifférence des autorités de cet Etat – pour autant que vous ayez été entièrement dépendant de leur aide, indépendamment de votre volonté et de vos choix personnels – vous a entraîné dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne vous permettrait pas de faire face à vos besoins les plus élémentaires, tels que vous nourrir, vous laver, ou vous loger et qui porterait atteinte à votre santé physique et mentale, ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine. Il n'y a pas non plus d'indications concrètes que ce soit le cas si vous deviez retourner dans cet Etat membre.

Qui plus est, vous ne démontrez pas de façon convaincante que vous avez entrepris des tentatives sérieuses pour faire valoir vos droits. Néanmoins, à la lumière de la présomption précitée – selon laquelle vos droits fondamentaux en tant que bénéficiaire de la protection internationale sont respectés en Grèce – qui implique aussi que les autorités de cet Etat membre sont en mesure de vous offrir une protection effective et équivalente, l'on peut raisonnablement attendre de vous que vous épuisiez toutes les voies de droit potentielles qui vous sont ouvertes en Grèce et que vous étayiez ces démarches de façon détaillée et circonstanciée. Or, ce n'est pas le cas en l'espèce.

Ainsi, invité à expliquer les démarches entreprises à votre arrivée à Athènes, que cela soit au point de vue du logement, des soins de santé, du travail ou des aides sociales, vous vous limitez à faire une référence d'ordre général au fait qu'en Grèce « on ne te donne rien là-bas » (NEP2, p.7). A présent, amené à préciser les éventuelles démarches entreprises pour trouver un travail en Grèce, vous vous bornez à dire que vous avez essayé mais que ce n'était pas facile du fait que vous ne connaissiez pas la langue, tout en vous limitant à nouveau à faire une référence d'ordre général au fait qu'en Grèce, il n'y a pas de travail. Insistant pour que vous développiez les démarches concrètes entreprises pour chercher un emploi, vous vous bornez à dire que vous avez essayé d'aller dans plusieurs magasins, notamment chez des personnes d'origine arabe mais qu'il n'y a pas de place. Invité à préciser si vous vous êtes renseigné auprès des autorités grecques ou d'agences actives sur place pour trouver un emploi, vous répondez que « non, je ne savais rien faire quand j'étais en Grèce » (NEP2, p.7). Insistant pour savoir si vous vous êtes renseigné sur les

possibilités de vous inscrire dans des bureaux pour demandeurs d'emplois, vous déclarez que vous ne saviez pas où aller et qu'on ne vous dit rien. Ensuite, interrogé sur d'éventuelles démarches entreprises de votre part afin de suivre des cours de langue en Grèce, dans la mesure où vous indiquez ces problèmes de langue comme vous empêchant de trouver du travail, vous vous limitez à faire une référence d'ordre général quant au fait qu'il faut payer en Grèce pour prendre des cours de langue (NEP2, p.8). Amené à préciser les éventuelles démarches entreprises afin de vous renseigner sur les possibilités d'apprendre le grec, vous déclarez qu'il existe un bureau d'aide aux réfugiés à Athènes et que celui-ci vous a donné l'adresse d'une école mais qu'il fallait payer, raison pour laquelle vous n'avez pas poursuivi vos démarches d'apprendre la langue (NEP2, p.8). Invité à préciser si vous vous êtes renseigné sur les possibilités d'apprendre le grec en ligne comme Internet, vous déclarez à nouveau que non (NEP2, p.8). Ensuite, lorsqu'il vous est demandé si vous avez essayé de vous rendre dans une autre école pour suivre des cours, vous déclarez que non (NEP2, p.9). Amené à expliquer la raison pour laquelle vous n'avez entrepris aucune démarche dans ce sens, vous affirmez simplement que vous aviez quitté l'île illégalement et étiez dès lors dépourvus de documents grecs pour vous inscrire (NEP2, p.9). Par ailleurs, amené à vous exprimer sur les besoins en matière de soins de santé que vous aviez lorsque vous vous trouviez en Grèce, vous indiquez que vous n'avez jamais rencontré personnellement de difficultés en lien avec l'accès aux soins de santé (NEP2, p.8). Lorsqu'il vous est demandé si vous avez essayé d'avoir accès aux soins de santé, vous vous limitez à faire une référence d'ordre général au fait qu'en Grèce « ils n'aident personne, les personnes arrivées avant moi n'ont rien reçu » (NEP2, p.8). Amené à développer les éventuelles démarches entreprises afin d'avoir accès aux soins de santé en Grèce, vous vous bornez à dire que vous avez posé la question mais que vous n'avez pas eu accès à cela (NEP2, p.8). Insistant pour que vous précisiez auprès de qui vous vous êtes renseigné sur les possibilités d'aides relatives aux soins de santé en Grèce, vous indiquez simplement que c'est une personne syrienne qui vous a affirmé ne rien avoir reçu et que, si lui n'a rien reçu, « c'est sûr que je n'allais rien recevoir » (NEP2, p.9). A la question de savoir si vous vous êtes renseigné auprès des autorités grecques ou des agences actives sur place, vous répétez vos propos selon lesquels c'est cette personne syrienne qui vous a informé de ses propres démarches sans rien recevoir (NEP2, p.9). Force est de constater que vous n'avez pas exploité toutes possibilités réelles ou entreprises des tentatives sérieuses, en tant que bénéficiaire d'une protection internationale, d'avoir accès aux prestations de base en Grèce, que cela soit au niveau de l'emploi, des soins de santé ou des prestations sociales.

Pourtant, le Commissariat général estime que, compte tenu de votre profil, vous aviez la capacité de faire davantage valoir vos droits et pourvoir à vos besoins élémentaires en Grèce. En effet, vous êtes un homme de 25 ans né en 1997, célibataire et sans enfant. Si certes, votre mère vous a donné procuration pour effectuer toutes les tâches de garde de vos enfants et de gérer leurs affaires administratives et financières de vos frères et sœurs depuis 2018 (document n°7, farde verte « documents »), rien dans votre dossier n'indique que vous soyez entravé dans votre capacité à faire valoir vos droits. Soulignons ici que vos frères et sœurs ne se trouvaient pas avec vous en Grèce et que ceux-ci sont seulement arrivés aux alentours de novembre 2021 en Belgique (NEP2, p.3).

En outre, relevons que votre sœur est à présent majeure puisque celle-ci est née le 14 février 2000. Mais surtout, soulignons que votre frère [A.Y.] est pris en charge par le service de Tutelles depuis l'introduction de sa demande de protection internationale le 16 novembre 2021 et est ainsi considéré comme Mineur Non-Accompagné (MENA) en Belgique. Au vu de la procuration que vous déposez, vous pouvez cependant introduire une demande de regroupement familiale sur base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980.

Ensuite, lorsqu'il vous est demandé comment vous avez quitté l'île de Kos pour Athènes, vous relatez avoir pris un bateau, muni de faux documents que vous avez obtenu contre une somme d'argent (NEP2, p.6). Invité à préciser comment vous avez financé votre départ de l'île, vous affirmez avoir établi un plan pour les dépenses et que votre mère vous a envoyé l'argent que vous conserviez à Gaza (NEP2, p.6). Amené à indiquer si cette décision de partir pour Athènes était la vôtre, vous soutenez que « oui, car je ne voulais pas rester en Grèce. Mon but c'était la Belgique » (NEP2, p.6). En outre, soulignons que vous avez entrepris cinq tentatives pour quitter l'île et que ces tentatives étaient toutes financées grâce à l'argent que votre mère vous envoyait (NEP2, p.9). Partant, vos propos à cet égard sont des indications sérieuses d'un niveau manifeste d'autonomie et d'initiative dans votre chef et de votre capacité à séjourner durablement en Grèce si vous en aviez l'intention et d'y faire valoir vos droits.

Dans le même ordre d'idées, vous indiquez avoir logé avec votre oncle paternel ainsi que d'autres palestiniens dans un appartement dès votre arrivée à Athènes (NEP2, p.7). Invité à fournir le montant auquel s'élevait le loyer, vous répondez que lorsque votre oncle a quitté la Grèce pour la Belgique, vous deviez payer 100 euros par mois (NEP2, p.7). A la question de savoir d'où provenait l'argent ainsi que comment vous subveniez à vos besoins lorsque vous vous trouviez à Athènes, vous affirmez que votre mère vous envoyait l'argent (NEP2, p.8).

Soulignons ici que vous déclarez vous-même « j'ai pu dormir quelque part, je me suis débrouillé un peu » (NEP2, p.8). Force est dès lors de constater que vous disposez de moyens financiers et de réseaux familiaux permettant l'organisation générale et autonome de votre quotidien en Grèce, ce qui témoigne d'un niveau actuel manifeste d'autonomie et d'initiative dans votre chef.

Ensuite, à la question de savoir si vous avez encore des contacts avec des personnes se trouvant en Palestine, vous affirmez être tous les jours en contact avec votre mère (NEP2, p.4). Bien que vous souteniez ne pas avoir fait de rencontres ou de connaissances durant votre séjour à Athènes, force est de constater que vous logiez dans un appartement avec votre oncle et d'autres palestiniens (NEP2, p.7). Le Commissariat général constate dès lors que vous disposez manifestement d'un réseau, ce qui est une indication supplémentaire de votre capacité d'initiative et à séjourner durablement en Grèce si vous en aviez l'intention.

Par ailleurs, à la question savoir qui a organisé votre départ de Gaza, vous soutenez avoir organisé votre voyage vous-même (NEP2, p.5). Invité à expliquer comment vous avez organisé votre voyage de la Grèce depuis Gaza, vous relatez que vous deviez introduire une demande de visa pour la Turquie mais que vous avez dû attendre plusieurs mois afin de récolter la somme nécessaire pour payer la coordination vers l'Egypte (NEP2, p.5). Amené à développer comment vous avez préparé concrètement votre départ de Gaza, vous expliquez vous être rendu dans un bureau pour introduire votre demande de visa. Interrogé par rapport à la provenance de l'argent pour financer le trajet de Gaza vers la Grèce, vous affirmez que vous avez travaillé et que votre mère vous a également donné un peu d'argent. A la question de savoir où vous dormiez lors de votre séjour en Turquie, vous expliquez avoir été accueilli par des personnes rencontrés sur Internet jusqu'à ce que le passeur vous demande de venir à Bodrum (NEP2, p.5). Invité à préciser comment vous financiez votre séjour en Turquie, vous indiquez c'était grâce à l'argent que vous avez pris avec vous et que quand vous étiez avec le passeur, ce dernier payait (NEP2, p.6). Interrogé sur vos réseaux sociaux en Turquie, vous répondez être en contact avec les membres de votre famille et avoir retrouvé votre ami d'enfance chez qui vous êtes resté deux, trois jours (NEP2, p.6). Questionné sur le montant payé pour l'organisation de votre voyage de Gaza vers la Turquie, vous répondez ne plus en souvenir (NEP2, p.5). Force est dès lors de constater que vous disposiez de moyens financiers et de réseaux familiaux permettant l'organisation et la mise en œuvre autonome de votre voyage de la Turquie vers la Grèce. Ce qui constitue un nouvel indice de votre autonomie et de votre capacité d'initiative.

Par ailleurs, relevons qu'interrogé par rapport au moment où vous avez décidé de quitter la Grèce, vous soutenez « je ne voulais pas rester en Grèce. Mon but c'était la Belgique » (NEP2, p.6). Ce qui précède ne témoigne pas d'une indication sincère dans votre chef de séjourner durablement en Grèce et d'y faire valoir vos droits.

Ensuite, interrogé par rapport aux démarches entreprises pour préparer votre voyage de la Grèce vers la Belgique, vous relatez avoir eu recours à un passeur qui vous a donné de faux passeports et vous a fait voyagé dans un container sur un bateau (NEP2, p.6). Lorsqu'il vous est demandé comment vous avez pris contact avec ce passeur, vous déclarez avoir sollicité à Athènes car il y en a beaucoup (NEP2, p.7). Invité à préciser le montant payer pour l'organisation du voyage vers la Belgique, vous affirmez ne pas vous en souvenir exactement mais que c'était entre 3000 et 5000 (NEP2, p.7). Amené à indiquer comment vous avez su comment vous rendre d'Italie vers la Belgique, vous soutenez « je parle anglais donc j'ai demandé en Italie comment je pouvais prendre une voiture ou un bus pour aller en Belgique et ils m'ont parlé de ce bus et j'ai acheté un billet » (NEP2, p.7). Invité à indiquer comment vous avez su où introduire votre demande de protection à votre arrivée en Belgique, vous répondez que votre oncle était déjà en Belgique et que vous connaissez des palestiniens (NEP2, p.7). Cet élément est une indication supplémentaire qui témoigne d'un niveau actuel manifeste d'autonomie et d'initiative dans votre chef. Le Commissariat général constate dès lors que vous disposez manifestement d'un réseau et de moyens pour mettre en œuvre votre départ et poursuivre votre voyage à travers l'Europe, ce qui témoigne d'une réelle autonomie et de choix qui vous étaient donnés. Compte tenu de ces éléments, le Commissariat général estime que vous étiez en mesure de séjourner durablement en Grèce si vous en aviez l'intention et d'y faire valoir vos droits.

Le constat de possibles indications d'une vulnérabilité accrue dans votre chef, en raison de votre manque de réseau et d'accès à l'éducation ou aux soins de santé pour vos enfants, n'y porte pas préjudice, dès lors que vous ne démontrez pas que votre vulnérabilité spécifique complique l'accès à vos moyens de subsistances et l'exercice de vos droits au point qu'il existe un risque réel que vous vous trouviez dans des conditions de vie contrevenant aux articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte de l'UE (Ibid., Ibrahim e.a., n°93 et Jawo, n°95).

Les documents que vous déposez ne permettent pas de renverser le sens de la présente décision.

Ainsi, en guise de nouveaux documents, vous déposez par le biais de votre avocat dans sa requête au CCE, divers documents relatifs à la situation des bénéficiaires de protection internationale en Grèce, à savoir : Nansen - Situation des bénéficiaires de protection internationale en Grèce ; Racist Violence Recording Network ; Arrêt de l'Oberverwaltungsgericht de Basse-Saxe <https://www.juris.de/jportal/portal/page/bsndprod.psm?doc.id=MWRE210001736&st=ent&doctyp=jurisr&showdoccase=1¶mfromHL=true#focuspoint>; Jugement du tribunal administratif supérieur de Lüneburg ; Lettre des ministres compétents pour la migration ; Arrêt Raad van State du Pays Bas. Cependant, force est de constater que ces documents sont de portée générale et ne vous concernent pas personnellement. Ils ne sont dès lors en rien susceptible d'inverser la présomption qui vous incombe, ni de démontrer que vous avez entrepris toutes démarches nécessaires pour faire valoir vos droits en Grèce et y séjourner durablement.

Concernant votre carte UNRWA, si ce document n'est pas remis en cause par le Commissariat général, force est de constater que celui-ci ne concerne nullement votre situation personnelle en Grèce puisqu'il concerne votre situation dans votre pays d'origine.

Ensuite, vous déposez, à nouveau, la procuration de votre mère attestant que vous êtes le tuteur légal de vos frères et sœurs, accompagné à présent d'une traduction. Or, si ce document n'est pas remis en cause par le Commissariat général, force est de constater que celui-ci ne concerne nullement votre situation personnelle en Grèce étant donné que vos frères et sœurs ne se trouvaient nullement avec vous en Grèce lorsque vous vous y trouviez et ne permet dès lors pas d'inverser la présomption qui vous incombe, ni de démontrer que vous avez entrepris toutes démarches nécessaires pour faire valoir vos droits en Grèce.

Conformément à la demande qui a été faite par le CCE dans son arrêt n°270817 rendu le 31 mars 2022, vous avez été interrogé par rapport aux divers documents relatifs à votre état de santé. Cependant, force est de constater que vous déposez le dossier médical de votre frère (NEP2, p.4). Soulignons à cet égard que questionné quant à savoir si vous avez précédemment déposé des documents relatifs à votre état de santé personnel, notamment d'ordre psychologique, vous répondez que non et ajoutez avoir déposé des documents relatifs à l'état de santé de votre frère (NEP2, p.4). En outre, rappelons que vous avez soutenu dans le cadre de votre entretien personnel au CGRA n'avoir jamais rencontré personnellement de difficultés en lien avec l'accès aux soins de santé en Grèce (NEP2, p.8). Ensuite, si ces documents ne sont pas remis en cause par le Commissariat général, force est de constater que ceux-ci ne concernent nullement votre situation personnelle en Grèce étant donné qu'il s'agit de l'état de santé de votre frère et ne permettent dès lors pas d'inverser la présomption qui vous incombe, ni de démontrer que vous avez entrepris toutes démarches nécessaires pour faire valoir vos droits dans ce pays. Partant, le Commissariat général estime qu'il n'y a aucune indication de nature à conférer à votre situation personnelle, en cas de retour en Grèce, un caractère de vulnérabilité.

Compte tenu de ce qui précède, force est de conclure que vous ne parvenez pas à renverser la présomption selon laquelle vos droits fondamentaux sont respectés en tant que bénéficiaire d'une protection internationale en Grèce.

Partant, aucun fait ni élément n'empêche l'application de l'article 57/6, § 3, alinéa premier, 3°, aux circonstances qui vous sont spécifiques et votre demande est déclarée irrecevable.

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je déclare votre demande de protection internationale irrecevable sur base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la Loi sur les étrangers.

J'attire l'attention du Ministre sur le fait que vous bénéficiez d'une protection internationale octroyée par la Grèce et qu'à ce titre, il convient de ne pas vous renvoyer vers la Palestine ».

2. Le cadre juridique de l'examen du recours

2.1 La compétence

Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision

contestée. [...] Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer ou – si par exemple, il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut pas confirmer ou réformer la décision confirmée sans devoir ordonner des mesures d'instruction complémentaires à cette fin – l'annuler » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par la Commissaire générale en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoit un examen complet et *ex nunc* tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

2.2 Le devoir de coopération

2.2.1 L'article 48/6, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 énonce que :

« § 1er. Le demandeur d'une protection internationale doit présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande. Il appartient aux instances chargées de l'examen de la demande d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande de protection internationale. »

Les éléments visés à l'alinéa 1er correspondent notamment aux déclarations du demandeur et à tous les documents ou pièces en sa possession concernant son identité, sa ou ses nationalités, son âge, son passé, y compris ceux des membres de la famille à prendre en compte, le ou les pays ainsi que le ou les lieux où il a résidé auparavant, ses demandes antérieures, ses itinéraires, ses titres de voyage, ainsi que les raisons justifiant sa demande de protection internationale. »

2.2.2 L'article 10.3 de la directive 2013/32/UE, relatif aux « Conditions auxquelles est soumis l'examen des demandes », stipule également que :

« 3. Les États membres font en sorte que les décisions sur les demandes de protection internationale soient prises par l'autorité responsable de la détermination à l'issue d'un examen approprié. »

À cet effet, les États membres veillent à ce que:

a) [...]

b) des informations précises et actualisées soient obtenues auprès de différentes sources, telles que le BEAA et le HCR ainsi que les organisations internationales compétentes en matière de droits de l'homme, sur la situation générale existant dans les pays d'origine des demandeurs et, le cas échéant, dans les pays

par lesquels les demandeurs ont transité, et à ce que le personnel chargé d'examiner les demandes et de prendre les décisions ait accès à ces informations; [...] ».

2.2.3 Le Conseil rappelle en outre que le cadre juridique relatif à l'établissement des faits et circonstances dans le cadre de l'examen d'une demande de protection internationale, en ce compris le devoir de coopération, est régi par les articles 48/6 et 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 qui transposent l'article 4 de la directive 2011/95/UE et l'article 13, § 1, de la directive 2013/32/UE et qui en conséquence doivent être lus à la lumière de ces dispositions du droit de l'Union.

L'établissement de tels faits et circonstances se déroule en deux phases distinctes.

La première phase concerne l'établissement des circonstances de fait qui peuvent constituer des éléments de preuves pour étayer la demande. Le devoir de coopération, visé à l'article 4, § 1, de la directive 2011/95/UE et à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2013/32/UE énonçant un devoir de coopération, qui est limité à cette première phase, consacre le principe qu'il appartient au demandeur de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale aussi rapidement que possible, comme le mentionne l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980, afin que les éléments pertinents de cette demande puissent être déterminés et qu'il puisse être procédé à l'examen de sa demande. Le demandeur doit donc s'efforcer d'étayer sa demande, entre autres, au moyen de ses déclarations, ou de tout document ou de toute pièce en sa possession. Si les éléments apportés par le demandeur ne sont pas complets, actuels ou pertinents, il revient aux instances chargées de l'examen de la demande de coopérer activement avec le demandeur pour récolter tous les éléments pouvant étayer la demande. En outre, ces instances doivent veiller à collecter toute information précise et actuelle portant sur la situation générale dans le pays d'origine et, le cas échéant, dans les pays de transit.

La deuxième phase concerne le traitement en droit de ces données par les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale. Au terme d'un tel examen, ces instances doivent décider, à la lumière des faits qui caractérisent l'affaire, s'il est satisfait aux conditions de fond définies dans les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 pour la reconnaissance de la qualité de réfugié ou l'octroi du statut de protection subsidiaire. Dans ce cadre, il convient de procéder à l'analyse des conséquences des éléments produits pour étayer la demande et de décider si de tels éléments peuvent concrètement conduire à l'octroi d'un statut de protection internationale. Cet examen du caractère fondé de la demande est une compétence exclusive des instances chargées de l'examen des demandes de protection internationale, de sorte que dans cette phase il n'est pas question d'un devoir de coopération (CJUE, arrêt du 22 novembre 2012, affaire C-277/11, M. M. contre Minister for Justice, Equality and Law Reform, Ireland, Attorney General, points 64 à 70).

3. Les rétroactes

3.1 Le requérant a introduit une première demande de protection internationale sur le territoire du Royaume le 19 novembre 2018.

Cette demande a été déclarée irrecevable par la partie défenderesse le 21 octobre 2020 sur la base de l'article 57/6, §3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980.

La présente juridiction a confirmé cette décision dans un arrêt n° 254 471 du 12 mai 2021.

3.2 Le 27 mai 2021, le requérant a introduit une deuxième demande de protection internationale en Belgique.

Cette demande a été déclarée irrecevable par la partie défenderesse le 30 juin 2021 sur la base de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980.

Cette décision a été annulée par la juridiction de céans dans un arrêt n° 270 817 du 31 mars 2022.

Le 22 novembre 2022, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision concluant au caractère irrecevable de la deuxième demande de protection internationale du requérant mais sur le fondement de l'article 57/6, §3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980.

Il s'agit en l'occurrence de la décision présentement attaquée devant le Conseil.

4. La thèse du requérant

4.1 Le requérant prend un premier moyen libellé comme suit :

« *PREMIER MOYEN : VIOLATION DES DROITS DE LA DÉFENSE PAR UN DÉFAUT ET AMBIGUÏTÉ DANS LA MOTIVATION DE LA DÉCISION.*

Violation de l'article 62 de la loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Violation de l'article 3 de la loi relative à la motivation formelle des actes administratifs » (requête, p. 6).

L'intéressé prend un deuxième moyen libellé de la manière suivante :

« *DEUXIÈME MOYEN : VIOLATION DU DEVOIR DE DILIGENCE* » (requête, p. 22).

4.2 En substance, il fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir correctement évalué le caractère recevable de même que le bien-fondé de sa demande de protection internationale.

4.3 En conséquence, il est demandé au Conseil « A titre principal, De reconnaître, en premier ordre à la partie requérante la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15. 12. 1980 précitée ou, en deuxième ordre d'accorder à la partie requérante le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15.12.1980 précitée. A titre subsidiaire, D'annuler la décision attaquée et de renvoyer le dossier au CGRA » (requête, pp. 23-24).

5. Les nouveaux éléments

5.1 En annexe de la requête introductive d'instance, il est versé au dossier plusieurs documents qui sont inventoriés de la manière suivante:

4. « *AIDA :Country Report : Greece (2019 update)* » ;
5. « *Procuration concernant la tutelle* » ;
6. « *Rapport du centre médico-psycho-social de l'enseignement urbain de la ville d'Anvers* » ;
7. « *Rapports et certificats médicaux de l'hôpital universitaire d'Anvers* » ;
8. « *Déclaration de M. [B.v.V.], le tuteur de [Y.A.]* » ;
9. « *Certificat de l'hôpital universitaire d'Anvers* » ;
10. « *Déclaration du chef du service social de l'école* » ;
11. « *Déclaration de l'assistante sociale et de l'infirmière du Centre de soins de santé de Caritas International à Anvers* ».

5.2 Par le biais d'une note complémentaire du 9 février 2024, la partie défenderesse renvoie à de nombreuses informations générales sur la Grèce dont elle communique les liens internet.

5.3 Enfin, par une note complémentaire du 22 février 2024, le requérant dépose un document inventorié comme suit : « copie de la carte A du frère cadet du requérant, [Y.A.], dont il s'occupe ».

5.4 Le dépôt de ces éléments nouveaux est conforme aux conditions des articles 39/62 et 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil les prend dès lors en considération.

6. Considération liminaire

Le Conseil constate que l'intitulé de la requête est inadéquat. Le requérant présente, en effet, son recours comme étant une « Requête en annulation ». Le Conseil estime cependant qu'il ressort de l'ensemble des développements de la requête qu'elle vise en réalité à contester la motivation de la décision prise par la partie défenderesse, laquelle est clairement identifiée, à savoir une décision d'irrecevabilité (« Protection internationale dans un autre Etat membre UE ») prise le 22 novembre 2022 sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil considère dès lors que l'examen des moyens de la requête ressortit indubitablement à sa compétence de pleine juridiction qu'il tire de l'article 39/2, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 15 décembre 1980, à l'exclusion de sa compétence d'annulation et ce, malgré une formulation inadéquate de la requête, à laquelle le Conseil estime qu'il y a lieu de réserver une lecture bienveillante.

7. L'appréciation du Conseil

7.1 Dans la présente affaire, comme déjà mentionné *supra*, le Conseil est saisi d'un recours introduit contre une décision déclarant irrecevable la demande de protection internationale introduite par le requérant sur le fondement de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980.

7.2 Ledit article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« § 3. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut déclarer irrecevable une demande de protection internationale lorsque :

[...]

3^o le demandeur bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne ».

Cette disposition transpose l'article 33, § 2, a), de la directive 2013/32/UE.

Dans un arrêt rendu le 19 mars 2019 (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, *Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland*, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17), la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée « la CJUE ») a notamment dit pour droit que cette disposition « ne s'oppose pas à ce qu'un État membre exerce la faculté offerte par cette disposition de rejeter une demande d'octroi du statut de réfugié comme irrecevable au motif que le demandeur s'est déjà vu accorder une protection subsidiaire par un autre État membre, lorsque les conditions de vie prévisibles que ledit demandeur rencontrerait en tant que bénéficiaire d'une protection subsidiaire dans cet autre État membre ne l'exposeraient pas à un risque sérieux de subir un traitement inhumain ou dégradant, au sens de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. La circonstance que les bénéficiaires d'une telle protection subsidiaire ne reçoivent, dans ledit État membre, aucune prestation de subsistance, ou sont destinataires d'une telle prestation dans une mesure nettement moindre que dans d'autres États membres, sans être toutefois traités différemment des ressortissants de cet État membre, ne peut conduire à la constatation que ce demandeur y serait exposé à un tel risque que si elle a pour conséquence que celui-ci se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême » (point 101 de l'arrêt *Ibrahim* précité).

La CJUE fournit par ailleurs certaines indications relatives à la notion de « dénuement matériel extrême ». Elle indique, ainsi, « que, pour relever de l'article 4 de la Charte, qui correspond à l'article 3 de la CEDH, et dont le sens et la portée sont donc, en vertu de l'article 52, paragraphe 3, de la Charte, les mêmes que ceux que leur confère ladite convention, les défaillances mentionnées [...] doivent atteindre un seuil particulièrement élevé de gravité, qui dépend de l'ensemble des données de la cause » (point 89 de l'arrêt *Ibrahim* précité).

Ce seuil particulièrement élevé de gravité ne serait atteint que dans des circonstances exceptionnelles, « lorsque l'indifférence des autorités d'un État membre aurait pour conséquence qu'une personne entièrement dépendante de l'aide publique se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine » (point 90 de l'arrêt *Ibrahim* précité).

Enfin, la CJUE a également précisé que : « Par ailleurs, il ne saurait être entièrement exclu qu'un demandeur de protection internationale puisse démontrer l'existence de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliqueraient qu'un renvoi dans l'État membre lui ayant déjà accordé une protection internationale l'exposerait, en raison de sa vulnérabilité particulière, à un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte (voir, par analogie, arrêt du 19 mars 2019, *Jawo*, C-163/17, EU:C:2019:218, point 95) » (CJUE, arrêt du 16 juillet 2020, affaire C-517/17, *Milkiyas Addis contre Bundesrepublik Deutschland*, point 52).

7.3 A titre liminaire, il y a tout d'abord lieu de relever qu'il n'est pas contesté que le requérant a obtenu un statut de protection internationale en Grèce, cette circonstance ayant par ailleurs fondé la prise de la décision présentement attaquée par la partie défenderesse de même que celle qui avait été prise dans le cadre de la première demande de protection internationale introduite par l'intéressé en Belgique. Il ressort ainsi du courrier des autorités grecques adressé à la partie défenderesse (dossier administratif, folio « 1^{ère}

demande », pièce 22) que le requérant s'est vu reconnaître la qualité de réfugié par les instances d'asile grecques le 28 septembre 2018.

7.4 Ensuite, le Conseil constate qu'à l'appui de la présente demande de protection internationale et à l'instar de sa première demande, le requérant fait valoir les conditions de vie difficiles dans lesquelles il a vécu durant son séjour en Grèce, notamment en raison de difficultés à trouver un logement et un emploi, ainsi qu'en raison d'une arrestation violente de la police grecque avant d'être reconnu et d'une agression au couteau de la mafia. Le requérant mentionne par ailleurs avoir la tutelle de son jeune frère mineur qui souffre de lourds problèmes de santé et d'un retard mental.

Dans la décision attaquée, la partie défenderesse estime qu'il peut être présumé, conformément au principe de confiance mutuelle, que l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne fournit aux bénéficiaires d'un statut de protection internationale une protection équivalente et conforme aux droits fondamentaux reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après dénommée la « Charte »), de sorte qu'en principe, les demandes de personnes qui jouissent déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne peuvent être déclarées irrecevables. Elle souligne ensuite que les éléments fournis par le requérant ne permettent pas de renverser cette présomption, de sorte qu'il y a lieu de déclarer sa demande irrecevable.

Sur la base de sources d'information qu'il cite dans la requête, le requérant souligne de son côté que les bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce sont confrontés à des obstacles administratifs et pratiques qui entravent leur accès au bénéfice de certains droits essentiels (accès aux droits sociaux, à un logement ou au marché du travail) et sont susceptibles de les placer dans une situation de dénuement matériel extrême. Pour le reste, le Conseil observe qu'il ressort des développements de la requête que le requérant fait essentiellement valoir qu'il va se retrouver, en cas de retour en Grèce, dans une situation de dénuement matériel extrême et qu'il ne pourra pas (plus) pouvoir se prévaloir de la protection qu'il a obtenue en Grèce.

7.5 Pour sa part, le Conseil observe tout d'abord qu'il ne ressort aucunement, ni de la motivation de la décision attaquée, ni de la consultation du dossier administratif, que la partie défenderesse, avant de prendre la décision attaquée, aurait examiné d'une quelconque manière la question de savoir si la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale serait actuellement caractérisée par la présence de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes.

7.5.1 A cet égard, il convient de souligner que dans une affaire récente (CJUE (GC), arrêt du 22 février 2022, affaire C-483/20, *XXXX contre Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides*), la CJUE, réunie en grande chambre, a précisé les contours du devoir de coopération des autorités des Etats membres, lorsqu'elles examinent la recevabilité des demandes introduites par des demandeurs de protection internationale bénéficiant déjà d'un statut de protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne, en jugeant que :

« 29. Partant, dans le cadre du système européen commun d'asile, il doit être présumé que le traitement réservé aux demandeurs d'une protection internationale dans chaque Etat membre est conforme aux exigences de la Charte, de la convention de Genève ainsi que de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950. Il en va ainsi, notamment, lors de l'application de l'article 33, paragraphe 2, sous a), de la directive 2013/32, qui constitue, dans le cadre de la procédure d'asile commune établie par cette directive, une expression du principe de confiance mutuelle (arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim e.a., C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, EU:C:2019:219, point 85 ainsi que jurisprudence citée).

30. Il ne saurait, cependant, être exclu que ce système rencontre, en pratique, des difficultés majeures de fonctionnement dans un Etat membre déterminé, occasionnant un risque sérieux que des demandeurs d'une protection internationale soient traités, dans cet Etat membre, d'une manière incompatible avec leurs droits fondamentaux (voir, en ce sens, arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim e.a., C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, EU:C:2019:219, point 86 ainsi que jurisprudence citée).

31. Il résulte des points 29 et 30 du présent arrêt que les autorités d'un Etat membre ne peuvent exercer la faculté qui leur est offerte par l'article 33, paragraphe 2, sous a), de la directive 2013/32 lorsqu'elles sont

parvenues à la conclusion, sur la base d'éléments objectifs, fiables, précis et dûment actualisés et au regard du standard de protection des droits fondamentaux garanti par le droit de l'Union, qu'il existe, dans l'État membre où le ressortissant d'un pays tiers bénéficie déjà d'une protection internationale, des défaillances soit systémiques ou généralisées soit touchant certains groupes de personnes et que, eu égard à de telles défaillances, il existe des motifs sérieux et avérés de croire que ce ressortissant courra un risque réel d'y être soumis à des traitements inhumains ou dégradants, au sens de l'article 4 de la Charte (voir, en ce sens, arrêts du 19 mars 2019, Jawo, C-163/17, EU:C:2019:218, points 85 à 90, ainsi que du 19 mars 2019, Ibrahim e.a., C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, EU:C:2019:219, point 92) » (le Conseil souligne).

Dans cet arrêt, la CJUE estime donc que les autorités d'un Etat membre, préalablement à la prise de l'acte attaqué et d'initiative, sont tenues de procéder à une évaluation, sur la base d'éléments objectifs, fiables, précis et dûment actualisés, du risque que le demandeur soit soumis à des traitements inhumains et dégradants en raison de défaillances soit systémiques ou généralisées soit touchant certains groupes de personnes dans l'Etat membre qui a accordé un statut de protection internationale au demandeur. En présence d'un tel risque, les mêmes autorités ne peuvent faire usage de la faculté de déclarer irrecevable une demande de protection internationale introduite par un demandeur qui bénéficie déjà d'une telle protection dans un autre Etat membre.

Or, il n'apparaît pas, à la lecture du dossier administratif, que la partie défenderesse aurait réalisé un quelconque examen à cet égard, en contravention avec le devoir de coopération auquel elle est pourtant tenue.

7.5.2 Toutefois, le Conseil constate qu'à ce stade, à la suite d'une demande formulée par ses soins sur la base de l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980, les deux parties ont communiqué au Conseil des sources qui rencontrent les exigences posées par la CJUE.

A cet égard, le Conseil souligne que « *lorsque la juridiction saisie d'un recours contre une décision rejetant une nouvelle demande de protection internationale comme irrecevable dispose d'éléments produits par le demandeur aux fins d'établir l'existence d'un tel risque dans l'État membre ayant déjà accordé la protection subsidiaire, cette juridiction est tenue d'apprécier, sur la base d'éléments objectifs, fiables, précis et dûment actualisés et au regard du standard de protection des droits fondamentaux garanti par le droit de l'Union, la réalité de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes* » (le Conseil souligne) (CJUE (GC), arrêt Ibrahim précité, point 88).

7.6 Dès lors, le Conseil considère qu'il lui appartient, en l'espèce, d'examiner, sur la base des sources mises à sa disposition, la réalité de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes, dans l'Etat membre qui a octroyé un statut de protection internationale au requérant, en l'occurrence, la Grèce.

7.7 A cet égard, le Conseil observe que les informations les plus récentes en sa possession concernant la situation des bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce, lesquelles sont principalement contenues dans la note complémentaire précitée de la partie défenderesse du 9 février 2024 (voir *supra*, point 5.2), sont identiques à celles citées dans son arrêt n° 299 299 rendu en Chambres réunies le 21 décembre 2023, à savoir :

1. le « Country Report : Greece. Update 2022 » publié par AIDA/ECRE en juin 2023 ;
2. le « Verslag feitenonderzoek naar statushouders in Griekenland » publié en juin 2022 par le ministère néerlandais des Affaires étrangères ;
3. le rapport « Beneficiaries of international protection in Greece - Access to documents and socio-economic rights » publié par RSA/PRO ASYL en mars 2023.

Dès lors, le Conseil se réfère aux conclusions de cet arrêt dont il rappelle les termes :

« 5.8.6. Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut que conclure que la situation actuelle des bénéficiaires de protection internationale aujourd'hui en Grèce est particulièrement problématique.

L'existence d'importants obstacles bureaucratiques, la longueur des procédures de délivrance ou de renouvellement de documents permettant l'accès aux droits socio-économiques de base, la vision politique des autorités grecques visant à miser sur l'autonomie des bénéficiaires d'une protection internationale, les carences dans la mise en œuvre des programmes d'intégration existants, le manque de services d'interprète dans les institutions publiques et sanitaires, ainsi que la discrimination instituée dans l'accès à plusieurs allocations de sécurité sociale (visée par la procédure en infraction lancée par la Commission européenne en

janvier 2023), constituent autant de barrières qui conduisent de très nombreux bénéficiaires à vivre dans des conditions (très) précaires au sein de la société grecque.

Le Conseil rappelle néanmoins que les défaillances systémiques ou généralisées, soit touchant certains groupes de personnes, doivent « atteindre un seuil particulièrement élevé de gravité, qui dépend de l'ensemble des données de la cause » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89). Ce seuil « ne saurait donc couvrir des situations caractérisées même par une grande précarité ou une forte dégradation des conditions de vie de la personne concernée, lorsque celles-ci n'impliquent pas un dénuement matériel extrême plaçant cette personne dans une situation d'une gravité telle qu'elle peut être assimilée à un traitement inhumain ou dégradant » (arrêt Ibrahim, pt. 91).

Eu égard aux informations en sa possession au stade actuel de la procédure, le Conseil considère qu'il ne peut être conclu que les conditions de vie en Grèce des bénéficiaires d'un statut de protection internationale sont telles que s'ils retournaient dans ce pays, ils seraient a priori tous et automatiquement confrontés à un risque réel de se retrouver dans une situation de dénuement matériel extrême face à laquelle les autorités grecques sont (ou seraient) indifférentes et qu'une évaluation individuelle plus poussée ne serait plus nécessaire. Les informations précitées, relatives à la situation prévalant en Grèce, ne suffisent pas à elles seules pour conclure, sans plus, que la protection offerte à toute personne y ayant obtenu une protection internationale ne serait plus efficace ou suffisante, ni que, en tout état de cause, les bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce se trouveront, en cas de renvoi dans ce pays, dans une situation de dénuement matériel extrême, quand bien même la situation qui y prévaut est caractérisée par un niveau élevé de précarité ou par une forte détérioration des conditions de vie de cette personne.

Toutefois, ce qui précède ne change rien au fait qu'il existe une situation très précaire qui exige la plus grande prudence et le plus grand soin lors de l'examen des demandes de protection émanant de bénéficiaires d'un statut de protection internationale accordé par la Grèce. A cet égard, il convient de prendre en compte « l'ensemble des faits de l'espèce » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et d'apprécier la demande de protection internationale sur la base de la situation individuelle du requérant, à charge pour lui, à cet égard, d'apporter les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se retrouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême.

Le Conseil insiste à nouveau, en particulier, sur l'importance de l'entretien personnel portant sur la recevabilité d'une demande de protection internationale afin de permettre au requérant de faire valoir tous les éléments, notamment d'ordre personnel, susceptibles de confirmer l'existence d'un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte en cas de renvoi dans l'Etat membre où il bénéficie déjà d'une protection internationale ».

7.8 S'agissant de la situation personnelle du requérant, qu'il convient donc d'analyser avec la plus grande prudence au regard du contexte général décrit ci-avant, le Conseil relève, tout d'abord, qu'il ressort des pièces du dossier que son document de séjour grec a expiré le 27 septembre 2021.

7.8.1 A cet égard, il convient de se référer à l'analyse faite dans l'arrêt précité pris en Chambres réunies, sur la base des mêmes informations que celles dont dispose le Conseil dans la présente affaire, dans lequel le Conseil a notamment considéré que :

« 5.8.4. Par ailleurs, le Conseil estime qu'il convient de souligner la situation particulière des bénéficiaires d'un statut de protection internationale dont le titre de séjour (ADET) est périmé.

Les informations produites par les deux parties laissent apparaître que le renouvellement et/ou la prolongation des permis de séjour des bénéficiaires d'un statut de protection internationale qui reviennent en Grèce en provenance d'un autre Etat membre sont extrêmement difficiles et peuvent prendre plusieurs mois, voire plus d'un an. Le rapport « Country Report : Greece. Update 2022 » publié par AIDA/ECRE en juin 2023 montre que les bénéficiaires d'un statut de protection internationale qui n'ont plus de permis de séjour valide peuvent être confrontés à des délais d'attente très longs pour la réémission ou le renouvellement du permis de séjour et d'autres documents nécessaires à l'exercice effectif de leurs droits en tant que bénéficiaires d'une protection internationale. En outre, ces informations montrent que les bénéficiaires d'un statut de protection internationale, après leur retour d'un autre Etat membre de l'Union européenne, courent un risque élevé de se retrouver sans abri pendant une longue période (« Country Report : Greece. Update 2022 » publié par AIDA/ECRE en juin 2023, pp. 222 à 225).

Le fait de disposer ou non d'un permis de séjour valide est dès lors un facteur important en ce qui concerne le risque pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce de se retrouver sans abri et, le cas échéant, de se retrouver dans une situation de dénuement matériel extrême. Tel est également le cas pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale qui reviennent d'un autre Etat membre de l'Union européenne. L'absence d'un titre de séjour valide (ADET) pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale retournant en Grèce peut donc constituer un obstacle important à l'exercice de leurs droits en tant que personnes bénéficiant d'une protection internationale dans ce pays et doit donc être prise en compte dans une évaluation prospective des conditions de vie prévisibles du demandeur en tant que bénéficiaire d'un statut de protection internationale lors de son retour en Grèce.

Les informations à la disposition du Conseil indiquent qu'en règle générale, la réadmission des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en provenance d'autres pays européens vers la Grèce s'effectue via l'aéroport international d'Athènes. À leur arrivée à l'aéroport, les bénéficiaires d'une protection internationale ne reçoivent aucune information ni orientation concernant les possibilités d'hébergement ou les démarches pour accéder à leurs droits en Grèce, même s'ils peuvent parfois recevoir une note écrite en grec, leur demandant de s'adresser au service d'asile s'ils ne détiennent pas de documents. Il ressort des informations disponibles que l'Attique est la principale région dans laquelle les bénéficiaires d'un statut de protection internationale sont susceptibles de se retrouver à leur retour en Grèce (rapport « Beneficiaries of international protection in Greece. Access to documents and socio-economic rights » publié par RSA/PRO ASYL en mars 2023, p. 5). Ainsi, les obstacles prédominants dans cette région spécifique sont susceptibles de toucher particulièrement les bénéficiaires rapatriés en ce qui concerne l'accès à la protection sociale, au logement, aux soins de santé et à l'emploi. En outre, les centres d'intégration des migrants (KEM) gérés par les municipalités et offrant des informations et des conseils aux bénéficiaires sur la manière d'accéder aux documents et à certains droits sociaux ne disposent pas de services d'interprétation suffisants dans l'Attique et ne sont donc accessibles qu'à ceux qui parlent grec, anglais, ourdou ou farsi.

De même, la lecture des informations en possession du Conseil révèle que « en raison de l'important arriéré de dossiers devant la Direction de la police des étrangers de l'Attique, les bénéficiaires d'une protection internationale qui ne disposent pas d'un ADET valide à leur retour en Grèce risquent d'être confrontés à des délais d'attente particulièrement longs pour la délivrance et/ou le renouvellement de leur ADET, sans laquelle ils ne peuvent pas accéder aux prestations sociales, aux soins de santé et au marché du travail » (voir le document RSA en Stiftung Pro Asyl, « Beneficiaries of international protection in Greece Access to documents and socio-economic rights », mars 2022, cité dans le « Country Report : Greece. Update 2022 » publié par AIDA/ECRE en juin 2023, p. 223, traduction libre).

En outre, le Conseil observe, à la lecture des informations en sa possession, que dans l'attente du renouvellement du titre de séjour, une attestation valable six mois est parfois délivrée. Malgré ce certificat, les bénéficiaires d'un statut de protection internationale rencontrent encore des obstacles pour accéder à des services tels que l'assistance sociale, les soins de santé ou le marché du travail, car les différents services gouvernementaux sont réticents à accepter ce certificat comme permettant d'accéder à leurs services. Ledit certificat donnerait également aux bénéficiaires d'un statut de protection internationale en attente du renouvellement de leur permis de séjour moins de droits que les autres migrants, voire aucun accès auxdits droits (« Country Report : Greece. Update 2022 » publié par AIDA/ECRE en juin 2023, p. 223 : « Dans l'attente de la délivrance d'un nouveau titre de séjour, les bénéficiaires d'une protection internationale se voient délivrer un certificat de demande valable six mois en 2022.

Pour la délivrance de ce certificat, la demande de renouvellement doit avoir été téléchargée dans le système électronique "ALKYONI" [...]. Selon les observations du Greek Council for Refugees [ci-après dénommé « GCR »], l'Unité d'asile pour les bénéficiaires d'une protection internationale pouvait télécharger la demande jusqu'à quatre mois après la soumission initiale de la demande de renouvellement. En pratique, les bénéficiaires dont le permis de séjour a expiré et qui détiennent ce document en attendant le renouvellement de leur permis de séjour ont été confrontés à des obstacles dans l'accès à des services tels que l'aide sociale, les soins de santé et le marché du travail. A la connaissance du GCR, les services publics tels que l'Organisation pour l'emploi de la main d'œuvre (OAED), sont réticents à accepter ce certificat de demande [...], car le document ne comporte pas de photo ou de filigrane, ni aucune disposition légale pertinente permettant d'accepter le document. Ce certificat confère aux bénéficiaires moins de droits (par exemple, le droit d'accéder au marché du travail, à la protection sociale, aux soins de santé publics, etc.) que le certificat de l'art. 8 L.4251/2014 qui est délivré aux immigrants. En fait, les bénéficiaires de la protection internationale titulaires de ce certificat sont seulement protégés contre la détention et n'ont accès à aucun droit dans l'attente du renouvellement de leur permis de séjour. Le GCR a déposé plusieurs plaintes auprès de l'Ombudsman grec concernant les lacunes susmentionnées, mais seules quelques décisions ont été rendues » ; traduction libre).

Il ressort par ailleurs des informations en possession du Conseil (« Country Report : Greece. Update 2022 » publié par AIDA/ECRE en juin 2023, pp. 223 à 225 ; rapport « Beneficiaries of international protection in Greece. Access to documents and socio-economic rights » publié par RSA/PRO ASYL en mars 2023, pp. 6 à 12) que depuis 2017, la demande de renouvellement est soumise par courriel aux instances d'asile et que l'acceptation de celle-ci est également notifiée au demandeur par courriel.

Par conséquent, compte tenu du fait que l'aide juridique n'est pas fournie à ce stade, les bénéficiaires d'une protection internationale analphabètes et/ou qui ne possèdent pas les compétences techniques nécessaires peuvent rencontrer des obstacles lors de la demande de renouvellement de leur permis de séjour. Une fois la demande introduite, les instances grecques doivent effectuer les vérifications nécessaires, portant notamment sur les antécédents du demandeur, avant de pouvoir enregistrer la demande dans la base de données relatives aux titres de séjour. Au vu du nombre de demandeurs, du manque d'effectifs dans les instances d'asile et du long délai mis par les autorités policières et judiciaires pour répondre à la demande de recherches d'antécédents, il apparaît que cette étape de la procédure peut prendre plusieurs mois et, dans certains cas, excéder une année, durant laquelle les bénéficiaires d'un statut de protection internationale, comme il a été dit ci-avant, rencontrent de grandes difficultés à accéder aux services tels que l'aide sociale, les soins de santé ou le marché du travail, les plaçant de fait dans une situation précaire. Par ailleurs, si les bénéficiaires de protection internationale reçoivent un courriel leur indiquant l'accord quant au renouvellement sollicité de leur titre de séjour, ils ne sont toutefois pas personnellement prévenus du moment de la délivrance matérielle de leur nouveau titre de séjour. En effet, les instances d'asile publient sur leur site web une liste des numéros de dossiers pour lesquels les ADET renouvelés sont prêts à être collectées au jour indiqué, de sorte qu'il convient de consulter cette base de données chaque semaine. Si le bénéficiaire de protection internationale ne se présente pas à la date indiquée, les instances d'asile ne reprogramment pas automatiquement un nouveau rendez-vous, qui doit être sollicité par le bénéficiaire. Cette étape nécessite la présence physique en Grèce dès lors qu'une telle demande ne peut se faire par téléphone ou par e-mail. Au vu des nombreuses barrières administratives, technologiques et linguistiques relevées ci-avant, il ne peut dès lors être attendu des bénéficiaires de protection internationale, qui introduisent une nouvelle demande de protection internationale auprès des instances d'asile d'un autre Etat membre, de procéder au renouvellement de leur titre de séjour (ADET) à distance dans l'hypothèse où leur titre de séjour serait périmé.

Plusieurs institutions ont déjà exprimé leur inquiétude quant aux difficultés administratives rencontrées par les bénéficiaires d'un statut de protection internationale lors de leur retour en Grèce et à leur impact sur leurs conditions de vie, à l'instar de l'Ombudsman, de la Commission nationale pour les droits humains, la Commission européenne, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile ainsi que les autorités d'autres Etats membres (rapport « Beneficiaries of international protection in Greece. Access to documents and socio-economic rights » publié par RSA/PRO ASYL en mars 2023, p. 12). Néanmoins, des retards prolongés persistent dans le traitement de ces dossiers, ce qui impacte directement la situation des personnes rapatriées en provenance d'autres Etats membres.

Il ressort en définitive des informations figurant au dossier de la procédure qu'outre un certain degré d'autonomie et l'absence de vulnérabilité particulière, il est également nécessaire pour un bénéficiaire d'un statut de protection internationale de disposer de ressources, d'un réseau ou d'un autre soutien afin de pouvoir, dans l'attente du renouvellement de ses documents de séjour grecs, qui peut prendre un temps certain, faire face aux difficultés auxquelles il peut être confronté durant cette période d'attente, après son renvoi en Grèce, en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, au marché du travail, à l'aide sociale et au logement ».

De plus, le Conseil soulignait également que :

« 5.10. [...] « Il ressort des informations objectives que pour les personnes ayant introduit une demande de protection internationale après le 31 décembre 2020 obtiennent automatiquement un numéro de registre fiscal (AFM) lors de la délivrance de leur carte de demandeur de protection internationale [...]. La partie défenderesse rappelle que le numéro de registre fiscal donne accès au marché du travail, à l'ouverture d'un compte en banque et à la location d'un bien. Le numéro de registre fiscal (AFM) demeure valide pour autant que le titre de séjour (ADET) l'est aussi (Ibidem). Lors de l'expiration du titre de séjour (ADET), le numéro de registre fiscal (AFM) est désactivé jusqu'au renouvellement du titre de séjour (ADET)(Ibidem) [...] ».

7.8.2 En l'espèce, les informations présentes au dossier indiquent que le titre de séjour du requérant lui a été délivré par les autorités grecques le 28 septembre 2018, ce qui permet de penser que l'intéressé est soumis aux règles de l'ancienne procédure de demande de protection internationale. Ces mêmes informations présentes au dossier mentionnent que ce titre de séjour a expiré en date le 27 septembre 2021, la durée de

validité du titre de séjour délivré aux réfugiés reconnus étant de trois ans. Aucune information ne vient contredire ces constats.

Le Conseil souligne, comme dans l'arrêt pris en Chambres réunies précité, que dans son arrêt *Addis* (CJUE, arrêt du 16 juillet 2020, affaire C-517/17, *Milkiyas Addis contre Bundesrepublik Deutschland*, points 52 à 54), la CJUE insiste sur l'importance de l'entretien personnel portant sur la recevabilité d'une demande de protection internationale afin de permettre à un demandeur de faire valoir tous les éléments, notamment d'ordre personnel, susceptibles de confirmer l'existence d'un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte en cas de renvoi dans l'Etat membre où il bénéficie déjà – ou a bénéficié – d'une protection internationale, les autorités d'un Etat membre, lorsque de tels éléments sont produits, étant tenues d'évaluer ce risque sur la base d'informations pertinentes.

Le Conseil relève que la partie défenderesse a auditionné le requérant en date du 26 juillet 2022, soit après l'expiration de son titre de séjour, et n'a, à aucun moment, demandé à ce dernier s'il dispose actuellement d'un réseau ou d'un autre soutien afin de pouvoir, dans l'attente du renouvellement de ses documents de séjour en Grèce, qui peut prendre un temps certain, faire face aux difficultés auxquelles il peut être confronté en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, au marché du travail, à l'aide sociale et au logement. La décision querellée, prise le 22 novembre 2022, tend d'ailleurs à refléter ce manque d'instruction, dès lors qu'elle est totalement muette en ce qui concerne la question de la péremption du titre de séjour du requérant ainsi que la situation problématique des bénéficiaires d'une protection internationale qui doivent renouveler leurs documents de séjour en Grèce.

Pour sa part, le Conseil considère qu'il ressort du dossier administratif et des déclarations faites par le requérant à l'audience qu'il ne possède pas actuellement, en cas de retour en Grèce, d'un réseau ou d'un soutien afin de pouvoir subvenir à ses besoins dans l'attente du renouvellement de son titre de séjour.

En effet, si la partie défenderesse insiste, dans l'acte attaqué, sur la circonstance que le requérant a pu bénéficier de l'appui matériel et financier de plusieurs membres de sa famille lors de son séjour en Grèce (dont sa mère, qui se trouve actuellement dans la bande de Gaza, qui lui a apporté un soutien financier important afin que le requérant puisse de temps à autres se loger en Grèce et puisse effectuer les voyages depuis la bande de Gaza vers sa destination finale en Belgique, ainsi que son oncle chez qui il a été logé durant un mois et demi), force est toutefois de constater que son oncle a quitté la Grèce alors même que le requérant y séjournait encore (ce qui a poussé le requérant à dormir dans des conditions parfois précaires, n'ayant la possibilité de louer un emplacement que lorsque sa mère lui envoyait de l'argent).

De plus, le requérant exprime à l'audience, de manière tout à fait crédible au vu du contexte de guerre qui prévaut actuellement dans la bande de Gaza, que la maison où résidait sa mère a été détruite, qu'elle n'a plus de lieu où vivre et qu'elle ne peut plus apporter de soutien financier au requérant.

7.9 Outre la circonstance que son titre de séjour grec est périmé, le requérant apporte également d'autres éléments individuels qui, aux yeux du Conseil, permettent d'établir une certaine vulnérabilité dans son chef.

7.9.1 A cet égard, le Conseil constate que la CJUE n'a pas défini les éléments constitutifs de la « *vulnérabilité particulière* » qu'il conviendrait d'examiner afin de déterminer si un demandeur de protection internationale, en cas de retour dans l'Etat membre qui lui a accordé un statut de protection internationale, serait dans une situation telle qu'il « *se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême* ».

Dans ce contexte, l'article 20, paragraphe 3, de la directive 2011/95/UE, qui concerne les « dispositions générales » du chapitre VII de cette directive, intitulé « Contenu de la protection internationale », est libellé comme suit : « 3. *Lorsqu'ils appliquent le présent chapitre, les États membres tiennent compte de la situation spécifique des personnes vulnérables telles que les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents seuls accompagnés d'enfants mineurs, les victimes de la traite des êtres humains, les personnes ayant des troubles mentaux et les personnes qui ont subi des tortures, des viols ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle* ».

L'énumération ci-dessus est précédée du mot « *telles que* », de sorte qu'elle ne peut être considérée que comme une énumération exemplative et non exhaustive.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 20 susmentionné, qui dispose que « 4. *Le paragraphe 3 ne s'applique qu'aux personnes dont les besoins particuliers ont été constatés après une évaluation individuelle de leur situation* », il convient de prendre en compte tous les éléments avancés par le demandeur en ce qui concerne sa situation personnelle.

Sur ce point, le Conseil estime que la situation générale dans l'État membre qui a accordé le statut de protection internationale est un élément important de la situation personnelle du demandeur de protection internationale qui bénéficie déjà d'une telle protection dans cet État membre. Ainsi, au plus la situation des bénéficiaires d'une protection internationale dans ledit État membre est jugée problématique au terme d'une analyse réalisée sur la base de sources objectives, fiables, précises et dûment mises à jour, au moins il pourra être exigé du demandeur qu'il présente des éléments spécifiques démontrant, dans son chef, une « *vulnérabilité particulière* » au sens de la jurisprudence de la CJUE.

7.9.2 En l'espèce, le Conseil relève à cet égard que si le requérant - contrairement à ce qu'a erronément fait valoir le Conseil dans son arrêt n° 270 817 du 31 mars 2022 – n'a pas produit d'attestation médicale (en particulier psychologique) relative à son état de santé, il avance néanmoins à l'audience, de manière crédible aux yeux du Conseil, qu'il est en grande souffrance psychologique, non seulement, en raison de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza et qui affecte ses proches, mais également en raison de la situation particulière de son petit frère qui, en raison de son état de santé (lequel est largement documenté), est tout à fait dépendant du requérant qui est en charge de ce dernier depuis son arrivée en Belgique. Le requérant fait ainsi valoir qu'il accompagne son jeune frère dans tous ses déplacements (à l'école, à l'hôpital, ...), qu'il s'occupe de ses soins, qu'il se lève avec lui, qu'il l'habille, qu'il lui donne à manger, de sorte qu'il ne conçoit pas être séparé de lui s'il devait être renvoyé en Grèce, cette perspective le plaçant dans un état de stress, notamment eu égard à la circonstance que sa mère lui a confié la responsabilité de s'occuper de ce petit frère.

De plus, s'il apparaît que le requérant n'a en effet pas vécu dans des conditions pouvant être assimilées à un dénuement matériel extrême en Grèce, il apparaît toutefois qu'il a vécu dans des conditions très précaires, parfois sans endroit pour dormir, et qu'il a dû, sans être en possession de son titre de séjour (puisqu'il n'a pas été mis au courant du fait que sa demande de protection internationale avait reçu une réponse positive) et, donc, sans accès aux droits socio-économiques attachés à la possession d'un tel document, se débrouiller pour trouver du travail et subvenir à ses besoins.

En outre, l'argumentation développée par la partie défenderesse dans l'acte attaqué selon laquelle le requérant a quitté la Grèce de son propre choix, voulant rejoindre la Belgique, et qu'il n'a pas entrepris toutes les démarches nécessaires afin de se voir octroyer les droits socio-économiques auxquels l'octroi d'un statut de protection internationale lui donnait accès, ne permet pas d'énervier ce constat : le Conseil rappelle qu'en l'absence de défaillances soit systémiques ou généralisées, soit touchant certaines catégories de personnes, le Conseil se doit de tenir compte des éléments propres à la situation individuelle du requérant, lors de son séjour en Grèce, afin de déterminer s'il se trouvait, « indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême ». Dans la situation propre au requérant, le Conseil estime néanmoins qu'il convient de tenir compte des informations relatives à la grande précarité dans laquelle se trouve une grande partie des bénéficiaires de protection internationale dans ce pays, notamment du fait de la politique d'intégration de l'État grec qui a pour conséquence que de telles personnes doivent s'occuper de leurs propres moyens de subsistance, qu'elles doivent surmonter des obstacles administratifs et bureaucratiques importants et qu'elles sont confrontées à des obstacles substantiels en ce qui concerne l'accès aux droits socioéconomiques. Cette situation particulièrement problématique relativise dès lors fortement la portée qui peut être donnée à la notion de « choix personnel » du requérant dans la présente affaire.

Enfin, il n'est nullement contesté par la partie défenderesse que le requérant a subi des violences de la part de la police grecque lorsqu'il a voulu rejoindre Athènes, et qu'il a également fait l'objet de violences de la mafia grecque, quand bien même il n'aurait pas osé faire appel à la protection des autorités grecques.

7.10 Dès lors, au vu de la situation personnelle du requérant et du contexte prévalant actuellement en Grèce pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant peut se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Grèce, il se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (CJUE, 16 juillet 2020, *Addis*, C-517/17, pt. 52, en référence à CJUE, 19 mars 2019, *Jawo*, C-163/17, point 95).

Tenant ainsi compte de « l'ensemble des faits de l'espèce » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, *Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland*, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de

protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays.

7.11 Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence la Grèce.

7.12 Par conséquent, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays de résidence habituelle, en l'occurrence la Palestine et plus particulièrement la bande de Gaza.

Toutefois, en l'état actuel du dossier et en l'absence de pouvoir d'instruction, le Conseil n'est pas en mesure de procéder lui-même à un tel examen, lequel incombe à la partie défenderesse qui, en sa qualité d'instance spécialisée, seule chargée de l'instruction des demandes de protection internationale, devra y procéder en tenant compte de toutes les informations pertinentes. À cet égard, le fait que le requérant s'est déjà vu reconnaître la qualité de réfugié par la Grèce constitue un élément à prendre en considération. En effet, d'un simple point de vue pratique, il n'est pas indifférent pour l'examen du bien-fondé d'une demande de protection internationale que la crainte du demandeur de subir des persécutions ait déjà été estimée fondée par une instance compétente. De même, il appartient à la partie défenderesse de tenir compte de la situation des réfugiés de Palestine qui, comme le requérant, sont enregistrés auprès de l'UNRWA.

7.13 En conclusion, conformément à l'article 39/2, alinéa 1^{er}, alinéa 2, 2° et 3°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire à la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision rendue le 22 novembre 2022 par la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée à la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un juillet deux mille vingt-quatre par :

F. VAN ROOTEN, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

L. BEN AYAD, greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

F. VAN ROOTEN